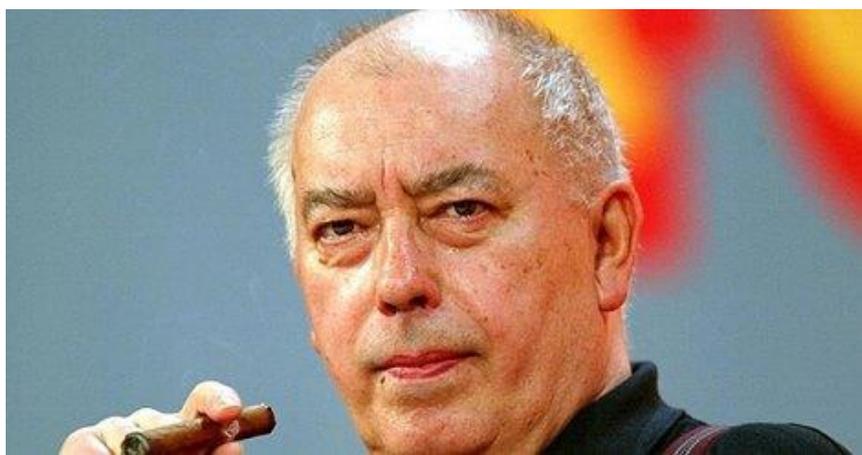


SALUT MARC !

Depuis ce dimanche 16 mars 2014, toute l'organisation FORCE OUVRIÈRE est orpheline d'un de ses leaders et militants les plus remarquables : Marc BLONDEL, ancien Secrétaire Général de la cgt-Force Ouvrière de 1989 à 2004, est décédé dans la soirée du dimanche 16 mars, à l'hôpital du Val-de grâce à Paris, après 10 jours d'hospitalisation, à l'âge de 75 ans.

Au-delà de la douloureuse nouvelle et du vide que laisse sa disparition dans le cœur de tous ceux qui ont eu la chance de l'avoir côtoyé, c'est une figure éminente du syndicalisme français qui vient de s'éteindre : réélu à trois reprises à la tête de FO, en 1992, 1996, en 2000 Marc BLONDEL avec ses bretelles, son cigare et son éternelle écharpe rouge, était une personnalité familière aux français.

Une bien triste occasion de rendre hommage au parcours hors pair de ce militant ouvrier...



Un parcours militant

Né le 2 mai 1938, par "accident", comme il disait, à Courbevoie (Hauts-de-Seine), près de Paris, Marc Blondel fils de militaire et petit-fils de mineurs, a passé son enfance à Hénin-Liétard, dans le Pas-de-Calais (renommée aujourd'hui Hénin-Beaumont).

Après son baccalauréat, il entame des études de droit qu'il n'achèvera pas et milite au sein d'une organisation étudiante l'UNEF.

Monté à Paris, il enchaîne les petits boulots : auxiliaire des PTT (les postes et télécoms), garçon de café, vendeur sur les marchés, tout en militant pour l'Algérie indépendante.

Marc adhère à FO en 1958 et devient dès 1960 secrétaire du syndicat des organismes sociaux de la région parisienne, puis permanent de l'union syndicale des employés de la région parisienne. Il gravit les échelons à l'intérieur de la fédération des employés et cadres avant d'être élu, en 1974, secrétaire général.

Puis, 6 ans plus tard, Marc fait son entrée au bureau confédéral, aux côtés d'André Bergeron et prend la responsabilité du secteur économique.

Le 4 février 1989, à l'issue d'un congrès houleux, Marc est élu secrétaire général de FO avec 53,6% des voix contre Claude Pitous, "dauphin" revendiqué d'André Bergeron. Lors de ce congrès de la succession, Marc défend sa vision d'un "syndicalisme de la contestation" face à ce qu'il appelle le "syndicalisme d'accompagnement".

Il est réélu à une majorité écrasante (98%) en 1992, puis en 1996 avec 85% des voix, avant d'être ovationné lors de sa réélection pour un dernier mandat en 2000.

Quatre ans plus tard, Jean-Claude Mailly, considéré comme l'héritier du syndicalisme de Marc Blondel lui succède.

Marc s'est illustré dans le mouvement social de 1995 comme le leader syndical à s'opposer le plus vigoureusement

au plan Juppé sur la Sécurité Sociale. Pour l'occasion, il n'hésite pas à s'afficher avec Louis Viannet et à montrer une apparente réconciliation avec son homologue de la CGT lors d'une célèbre poignée de main, mettant fin ainsi à des années d'hostilité affichée.

"La défense de la sécu mérite une grève générale"

En 1995, lors de cet automne social qui a paralysé la France durant près de trois mois, Marc n'a jamais montré la moindre hésitation dans la défense de la Sécurité Sociale, mise en péril par le plan Juppé.

Il dénonçait alors le "mur du libéralisme totalitaire" et mettait en garde "tous ceux qui délibérément, volontaires ou soumis, veulent bafouer les droits des salariés".

"Un mur s'est écroulé en Allemagne en 1989 : celui du collectivisme totalitaire, et il faut s'en féliciter. Un autre doit maintenant s'écrouler : celui du libéralisme totalitaire."
(Discours de Bercy - 1995)

S'inscrivant dans la tradition ouvrière et socialiste, Marc incarnait le syndicalisme de la fiche de paie au plus près des salariés.

Il aimait rappeler notamment à quel point salaires et protection sociale sont indissociables et que 3% de salaires en plus aurait rapporté à l'époque 24 milliards de recettes supplémentaires à la protection sociale.

Il pouvait aussi se faire pédagogue dans ce combat pour la Sécurité Sociale, démontrant que le fameux "trou de la Sécu" n'était pas si abyssal que ça : 60 milliards de

francs, par rapport à une masse globale de recettes, tous régimes confondus, «ça fait 3% de déficit. C'est même dans les normes de Maastricht», ironisait-il.

Marc pouvait se faire aussi plus accusateur et dénoncer le gouvernement d'être le responsable de ce déficit par la multiplication des exonérations des cotisations patronales ou en ne réglant pas ses dettes à la Sécurité Sociale.

Parfois même, il savait se faire menaçant, dans cette fin du discours à Bercy qui sonnait comme un appel : *"La défense de la Sécurité Sociale mérite une grève générale interprofessionnelle. Nous y sommes prêts si nécessaire."*

« Les premiers militants qui étaient là à la base de la Sécurité Sociale avaient un esprit tel, je n'oserais pas dire que c'était un esprit d'entreprise, c'était beaucoup mieux que ça, c'était la mobilisation.

Ils étaient fiers d'avoir construit ça et de rendre service à leurs camarades c'est-à-dire à la classe ouvrière.

Et vous croyez qu'on va le laisser voler, qu'on va le laisser détruire ? Vous croyez que c'est les énarques qui vont couper ça en morceaux ? Et bien moi, je vous dis non ! »

Sur la logique du syndicalisme de la fiche de paie, Marc s'est ensuite vivement opposé aux lois Aubry sur les 35 heures qui selon lui ne pouvaient pas devenir un acquis social sans augmentation de salaires.

Au contraire, c'est à une baisse du pouvoir d'achat qu'elles risquaient de conduire, présentait-il à l'époque.

Marc était aussi un internationaliste qui a joué un rôle très actif à l'Organisation International du Travail (OIT) afin que les travailleurs du monde entier puissent défendre leurs droits.

Membre du Conseil d'administration du Bureau International du Travail à partir de 1981, il défend les libertés syndicales et les conventions collectives, et milite activement pour la libération des

syndicalistes emprisonnés.

Une personnalité à part

Amateur de bonne chère et de havane, Marc blondel était aussi un personnage qui maniait volontiers la provocation et la polémique.

Fort en gueule, « *tribun hors pair* », comme l'a souligné son successeur, Jean-Claude Mailly, Marc Blondel était d'un bloc. Il n'aimait pas transiger, même s'il était parfois obligé de s'y résoudre.

"Enfin, mes chers camarades, vous n'êtes pas à vous révolter quand vous entendez dire qu'un chômeur ça vaut 120 000 francs ?

Comme le prix d'une vache ! Un chômeur ça vaut 120 000 francs. Faites bien attention !"

Et il jugeait que le syndicalisme, celui du bas de « *la feuille de paie* », n'avait pas à s'adapter aux changements de la société mais que c'était à celle-ci de faire avec les syndicats, défenseurs intransigeants des intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière.

Un attachement à la classe ouvrière indissociable de son combat pour la Sécurité Sociale, un combat plus que jamais d'actualité avec les derniers coups portés par

le gouvernement à la structure même de notre protection sociale.

Gardons le souvenir de la détermination de celui qui nous avait rendu fiers d'appartenir à Force Ouvrière et qui n'avait de cesse de nous appeler à rester rebelle.

Nous resterons fidèles à ce message. Salut Marc !

" Je veux dire ici que la Sécurité Sociale est faite pour satisfaire les besoins. Et non l'inverse.

Et pour ma part, je commence à être quelque peu irrité des analyses et des leçons qu'on nous donne.

Ils ne se rendent même pas compte de la cruauté de ce qu'ils disent.

Mes chers camarades, on ne peut pas fixer le prix d'un malade du sida, puisqu'on ne sait pas le soigner, puisqu'on n'a pas la solution.

Si on avait le culot d'essayer de préjuger du prix, c'est le prix de la mort, mes chers camarades, qu'on définirait. Et là, l'action, elle est relativement simple : pourvu qu'il meure le plus vite, comme ça ne coûtera pas cher.

Alors non, on va refuser cette société. On n'a pas mis la Sécurité Sociale debout pour ça !"

